



SNES Co-psy et DCIO

Info Rapide n°19

20 juin 2011

LE 23 JUIN, C'EST TOUS ENSEMBLE !

Les actions des 15 et 16 JUIN ont permis de faire entendre l'inquiétude des collègues et leur colère face à des décisions qui risquent, s'ils ne s'en mêlent pas, de se prendre sans eux.

A Paris, le 15 juin, des co-psy et DCIO de la région parisienne ont interpellé les participants aux premières rencontres des acteurs de l'orientation qui se tenaient dans les locaux de la fédération du BTP. Certains participants ont regretté que l'assemblée triée sur le volet ne comprenne pas d'acteurs de terrain et pas de co-psy. M Blanquer, représentant le Ministre, a pu ainsi entendre en direct l'inquiétude des personnels relayée par les représentants du SNES-FSU. Il a proposé une rencontre rapide afin d'examiner la situation dans les académies.

Le 16 JUIN, dans plusieurs académies se sont tenus des rassemblements (Rouen, Strasbourg, Rennes, Créteil, Grenoble ...) et des audiences ont été obtenues pour exiger des rectorats qu'ils consultent les élus des personnels sur leurs intentions et dire clairement ce qu'ils n'accepteront pas.

Une réunion intersyndicale du Snes-FSU, de la CGT, de Solidaires et de la CFDT s'est tenue le 17 JUIN. Elle rassemblait des représentants de l'AFPA, des GRETA, de Pôle Emploi et l'intersyndicale co-psy et DCIO (SNES, CGT et SUD) à laquelle s'était joint le SGEN.

Les échanges ont mis en lumière la convergence des attaques contre le service public et des méthodes employées par le gouvernement.

A Pôle Emploi, nos collègues ont subi de plein fouet la fusion. Assedic/Anpe La partie « orientation », après avoir été supprimée, a été réintégrée par

l'intermédiaire des psychologues de l'AFPA, transférés brutalement à Pôle Emploi sur des postes de « conseiller formation-orientation ».

A l'AFPA, après la décentralisation de 2004, les conventions tripartites (Etat/ Région/ AFPA) qui fixaient quelques garanties ont été supprimées et les subventions de l'Etat sont passées de 750 millions d'euros à 10 millions. Aujourd'hui il est question d'un nouveau pas en avant vers la mise en concurrence des organismes, la précarisation pour les personnels et le moins disant pour la formation des stagiaires !

Dans les GRETA même démarche, puisque la loi Warsmann adoptée mi Mai transforme ces structures liées à l'Education nationale en GIP (groupement d'intérêt public) où justement le privé peut faire une entrée plus massive.

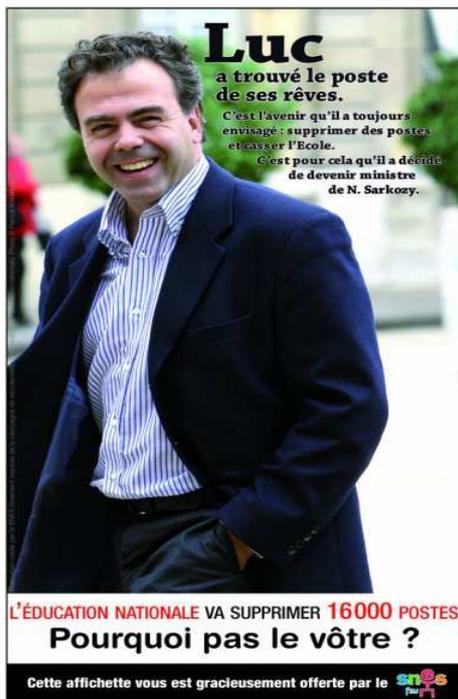
Comme on le voit, avec la procédure de labellisation, c'est bien également l'ouverture au privé associatif qui va être organisée, une forme de sous-traitance des prestations que l'EN ne pourrait plus fournir !

Marchandisation, de la formation professionnelle et de l'orientation, soumission aux lois du marché, imposition de la mixité des publics (scolaires, salariés, apprentis) dans les formations professionnelles, et refus de reconnaître la diversité de leur besoins tant pour la formation que pour l'orientation, destruction des emplois et prescription d'un modèle unique de conseiller polyvalent niant la professionnalité de chacun. **Dans tous les secteurs ce sont les mêmes attaques.**

Pour les contrer, la FSU, la CGT, Solidaires et la CFDT ont décidé d'appeler à un rassemblement national ensemble le 23 JUIN.

Des délégations des académies viendront apporter leurs témoignages et manifester ensemble leur opposition à cette destruction des services publics et des métiers.

Il faut y participer nombreux !



Si seulement il avait rencontré un co-psy !!!

**Que de postes épargnés !
Les CIO, une structure d'utilité sociale**



Contre le démantèlement des services publics,
Usagers, Personnels , de L'AFPA, des Greta, des CIO, de Pôle emploi,
Tous Ensemble !

La loi sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie se traduit par

- Une réduction de l'orientation à la gestion des flux et à l'insertion à court terme
- Une ouverture au privé du champ de l'orientation scolaire
- Le refus de reconnaître la spécificité des besoins des publics et la nécessité d'une professionnalité et d'une qualification de psychologue reconnue pour ceux qui veulent intervenir auprès des jeunes
 - La destruction des emplois, l'imposition d'un modèle de « conseiller polyvalent »

Le 23 JUIN, avec la FSU, la CGT, Solidaires, la Cfdt

10H30, Rendez vous Place de la République (prises de parole)

11H Conférence de presse à La bourse du Travail

12H30 Départ de la Manifestation en direction de la Bastille

14H30 AG des Co-Psy et des DCIO, dans les locaux du SNES 46 avenue d'Ivry Paris 13ème